

L'économie française s'est montrée résolument dynamique au cours de ce 2^e trimestre, avec une croissance comprise entre 1,1 % et 1,2 %. Sauf imprévu, le résultat pour 2006 devrait donc être bien supérieur à celui de 2005, d'autant que les risques que faisaient peser les cours du pétrole s'atténuent.

Les entreprises du Loir-et-Cher bénéficient elles aussi de cette embellie, leurs **chiffres d'affaires continuant de progresser**. Les **échanges de marchandises avec l'étranger sont soutenus** et même si les exportations n'ont pas renouvelé leurs résultats du 1^{er} trimestre, leur niveau reste supérieur à celui de l'an passé. Les **importations sont résolument en hausse, poussées par les investissements en machines et équipements**. C'est le signe d'une plus grande confiance en l'avenir et aussi le gage d'une poursuite du mouvement, puisque la croissance peut s'appuyer sur un des moteurs qui lui faisait jusqu'à présent défaut.

La **création d'entreprises** ne marque **aucun signe de ralentissement**. Elle se maintient au contraire au niveau élevé atteint précédemment. Elle s'accompagne, notamment dans l'artisanat, d'une augmentation du nombre de défaillances. Le différentiel entre les deux mouvements s'avère cependant très largement positif.

Selon des données qui restent à confirmer, **un peu plus de 430 postes de travail** auraient été créés au 2^e trimestre (en données corrigées des variations saisonnières). Comme au

trimestre précédent, cette **croissance serait tirée d'abord par l'intérim** et les services. La précarité des nouveaux postes est un élément qui ressort d'ailleurs de l'évolution des offres collectées par l'ANPE. Les effectifs continueraient également de s'étoffer dans la construction et le commerce, alors qu'ils seraient plutôt stagnants dans l'industrie.

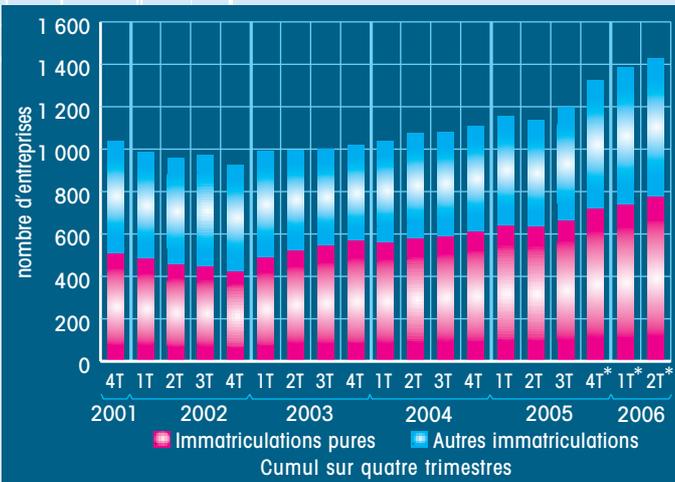
Le **renouveau de l'emploi dans le Romorantinais** serait nettement affermi. Sur un an, le gain atteindrait 670 postes nets. Il serait de 500 postes environ dans la **zone d'emploi de Blois**, où l'on assisterait à un **redémarrage** après plusieurs mois d'érosion lente. Au total, le Loir-et-Cher compterait presque 1 300 emplois de plus qu'au 30 juin 2005.

Durant ce printemps, le **chômage a connu une décreue exceptionnelle** en données corrigées des variations saisonnières, qui a entièrement fait oublier la légère déception du 1^{er} trimestre. En rythme annuel, la baisse s'accroît, se traduisant par un **taux de chômage au plus bas depuis 4 ans**. Il est désormais très proche de celui du Loiret, qui détient depuis longtemps le taux le plus faible de la région.

L'amélioration constante du marché du travail semble enfin peser sur l'évolution du **RMI**. Le **nombre des bénéficiaires a en effet diminué** quelque peu, alors qu'il se trouvait en hausse continue depuis 9 mois. Il reste néanmoins encore très élevé pour le Loir-et-Cher. Précisons toutefois que la part des bénéficiaires du RMI dans la population totale du département figure parmi les plus faibles du pays.

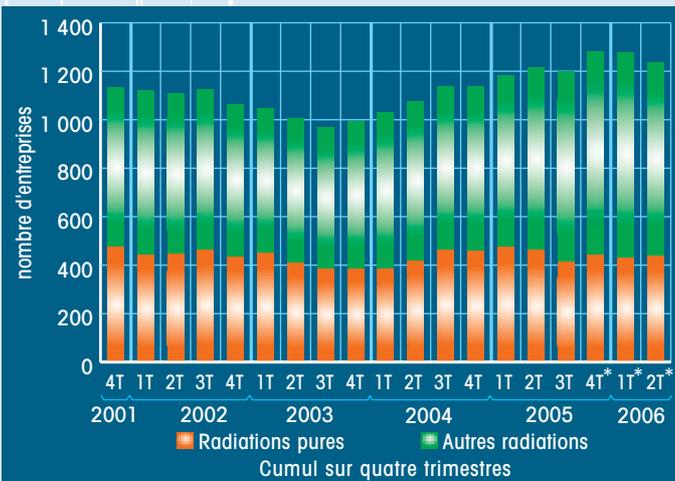
UNE REPRISE CONFORTÉE ET PORTEUSE D'EMPLOIS

1 CRÉATIONS D'ENTREPRISES INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES



source Chambre de Commerce et d'Industrie de Loir-et-Cher
* données provisoires

2 RADIATIONS D'ENTREPRISES INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES



source Chambre de Commerce et d'Industrie de Loir-et-Cher
* données provisoires

3 MOUVEMENTS DES ENTREPRISES ARTISANALES



source Chambre de Métiers et de l'Artisanat de Loir-et-Cher - Répertoire des Métiers

LA CRÉATION D'ENTREPRISES TOUJOURS AU PLUS HAUT

Poursuivant sur sa lancée, la création de nouvelles entreprises campe sur ses plus hauts niveaux. Selon les données provisoires, la Chambre de Commerce et d'Industrie aurait enregistré **210 immatriculations pures** ① au 2^e trimestre (le chiffre du 1^{er} trimestre a été corrigé en légère hausse à 212 créations). En **cumul sur douze mois**, le total s'élèverait ainsi à **775 créations**, soit 140 de plus que durant la période antérieure. Aux secteurs déjà pointés comme les plus attractifs (services aux entreprises, construction et commerce) s'ajoute maintenant l'industrie. Pour cette dernière, le retournement de tendance est important à souligner, car il témoigne de la vitalité du tissu industriel départemental et de sa capacité à susciter des activités nouvelles.

Toujours très provisoire, le nombre des **disparitions d'entreprises** ② ne semble pas s'accroître. Sur l'ensemble de l'année 2005, qui inclut des résultats quasi définitifs pour le dernier trimestre, on compterait **442 radiations pures**, soit une **quinzaine de moins** qu'en 2004, alors que le nombre des créations s'envolait. Le **solde serait ainsi positif de 274 unités**, ce qui est tout à fait considérable.

Sans rééditer le résultat atteint au 1^{er} trimestre (corrigé à 195 créations), le nombre des **immatriculations d'entreprises artisanales** ③ (179 entre avril et juin) se situe lui aussi dans la fourchette la plus haute. Le nombre des radiations est plus élevé qu'il y a un an, mais il reste dans la moyenne des 4 derniers trimestres (146). En **cumul annualisé**, la Chambre de Métiers et de l'Artisanat a enregistré **714 immatriculations** (+ 126) et **604 radiations** (+ 133), ce qui fait apparaître un **solde positif de 110 unités**. Pour le seul Bâtiment, il est de 112 unités. Les services apportent également leur contribution, tandis que le déficit se creuse pour l'alimentation. Les mouvements sont réduits dans les secteurs industriels, au sein desquels le travail des métaux et les fabrications diverses sont en perte de vitesse.

UN NIVEAU D'ACTIVITÉ DE PLUS EN PLUS ÉLEVÉ

Le niveau de l'activité s'est encore accru durant le printemps, confirmant la reprise amorcée au cours des deux trimestres précédents. Selon les données fournies par les Services fiscaux, les **chiffres d'affaires des entreprises** ❶ du département ont progressé de 3,4 % en trois mois pour atteindre 2,43 milliards d'euros. Par rapport au 2^e trimestre 2005, l'augmentation est de 8 %. En données cumulées sur 12 mois, le total est supérieur de 2,9 % à celui de la période antérieure. Ce résultat demeure encore modeste, mais précisons qu'il intègre toujours le bilan négatif de l'été 2005.

Signe évident d'une activité plus soutenue, le **recours à l'intérim** ❷ continue de croître : l'URSSAF a comptabilisé **28 305 déclarations préalables** à l'embauche en provenance des agences durant ce printemps, soit **25 % de plus en trois mois**. Ce volume est également supérieur de 5,5 % à celui du 2^e trimestre 2005. En données cumulées sur douze mois, le total s'établit à 101 416 déclarations, en hausse de 5,8 % sur la période antérieure.

Les informations relatives au **chômage partiel** ❸ sont encore indisponibles pour ce trimestre.

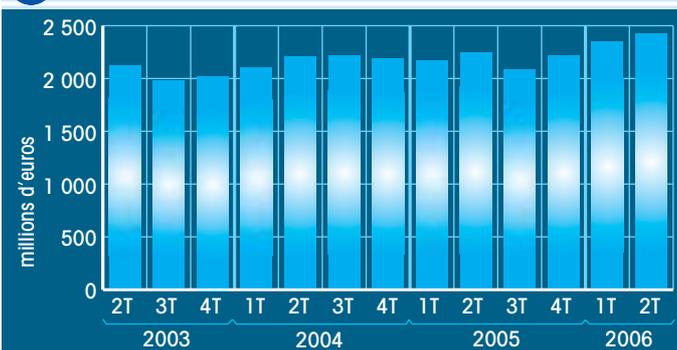
La **part des cotisations URSSAF¹ restant dues à l'échéance** ❹ s'établit à **0,79 %** au 30 juin. Il s'agit du **taux le plus faible** depuis la prise en compte de cet indicateur début 2003, tous trimestres confondus. Il est inférieur de 0,3 point à celui de juin 2005. La santé financière des entreprises bénéficie à l'évidence de la bonne conjoncture.

DES ÉCHANGES COMMERCIAUX ACTIFS

Sans atteindre le volume du 1^{er} trimestre, les **exportations** ❺ du Loir-et-Cher se sont maintenues à un **niveau relativement élevé** entre avril et juin, à 376,4 M €. Elles sont en **baisse de 2,6 % en trois mois**, mais se révèlent **supérieures de 9,5 % à celles du printemps 2005**. En région Centre, la progression est de 8,8 % (quasi stabilité par rapport au 1^{er} trimestre). Contrairement à la tendance précédente, les équipements automobiles apparaissent en recul sur les deux trimestres de référence en Loir-et-Cher. En données cumulées sur 12 mois, le montant

(1) À partir du 1^{er} trimestre 2003, l'URSSAF de Loir-et-Cher a recalculé le montant des cotisations liquidées et des restes à recouvrer en tenant compte du versement des cotisations du département quel que soit le lieu où elles sont encaissées. Les champs étant différents, les chiffres ne sont pas comparables à ceux de l'ancienne série.

❶ CHIFFRES D'AFFAIRES DES ENTREPRISES



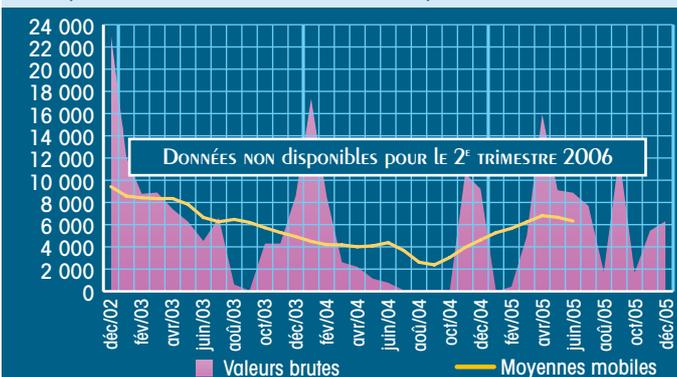
source Direction des services fiscaux : à partir du 1^{er} janvier 2002, chiffre d'affaires des entreprises au régime réel normal (EM, ET, ES, EB, EO, AM), y compris régimes mini réel (RM, RT, RS) et simplifié agricole (AET), y compris les entreprises installées en Loir-et-Cher mais relevant de la Direction des grandes entreprises.

❷ RECOURS AU TRAVAIL TEMPORAIRE



source : URSSAF (Services statistiques régionaux) - Déclarations préalables à l'embauche. Il convient d'accorder une valeur relative à ces chiffres : toutes les déclarations préalables effectuées ne se traduisent pas forcément par une embauche.

❸ CHÔMAGE PARTIEL (NOMBRE D'HEURES INDEMNISABLES)



source DDTEFP

❹ TAUX DE RESTE À RECOUVRER DES COTISATIONS URSSAF



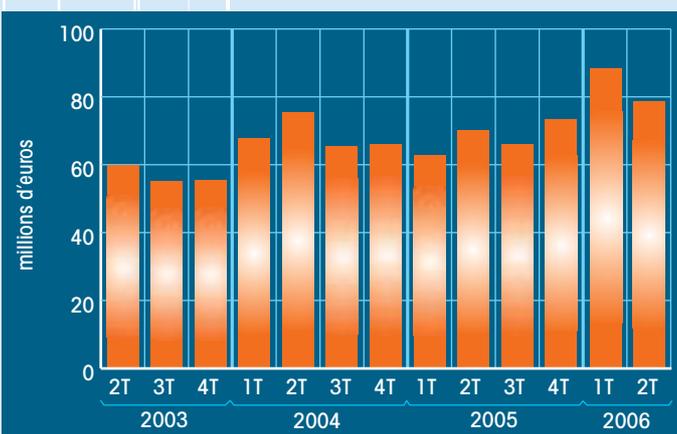
source URSSAF - Services statistiques régionaux

5 COMMERCE EXTÉRIEUR DE PRODUITS INDUSTRIELS



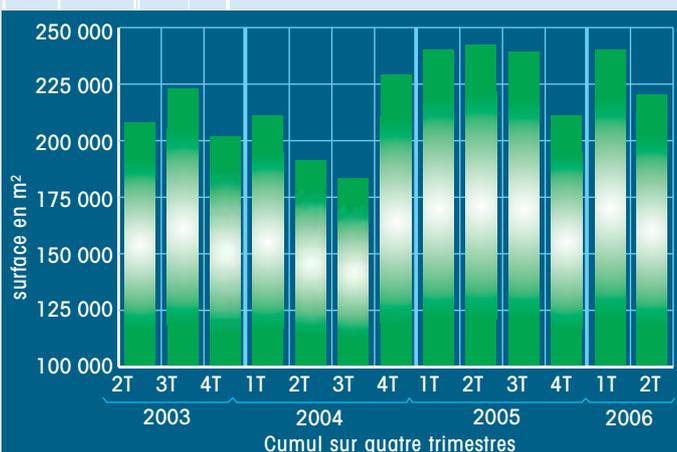
source Direction Régionale des Douanes et Droits Indirects - Centre

6 INVESTISSEMENTS DES ENTREPRISES



source Direction des services fiscaux. Nouvelle série à partir du 1^{er} janvier 2002. Le montant des investissements est reconstitué à partir de la TVA déductible sur immobilisations inscrites au bilan et concerne les entreprises qui déclarent selon le régime réel normal. Les investissements sont issus des déclarations déposées au cours des trimestres indiqués.

7 LOCAUX D'ACTIVITÉS (CONSTRUCTIONS COMMENCÉES*)



source DRE - fichier Sitadel

* Cumul glissant sur quatre trimestres.

global des exportations (1,301 milliard d'euros) est supérieur de 5,4 % à celui de la période antérieure. On remarque notamment la progression de l'industrie chimique, des instruments de précision et des matières plastiques.

Les importations continuent en revanche à augmenter avec un montant de 351,9 M€ entre avril et juin. C'est 3,1 % de plus qu'en hiver et, surtout, 16,8 % de plus qu'au printemps 2005. On note en particulier une hausse des importations de machines, équipements et appareils électriques, tous types de produits directement liés à l'investissement des entreprises. En cumul sur douze mois, les importations départementales (1 301,7 milliards d'euros) sont supérieures de 9,8 % au total antérieur. Pour l'ensemble de la région, tous les résultats indiquent une hausse modérée (autour de 2 %), quelle que soit la période considérée.

Les mouvements contraires ont évidemment contracté le solde des échanges commerciaux du département. Il s'établit à 24,5 M€ au 2^e trimestre (45,3 M€ au 1^{er}). Au 30 juin, le taux de couverture² est de 107 % en Loir-et-Cher et de 117 % pour le Centre.

LES INVESTISSEMENTS SONT À UN NIVEAU SATISFAISANT

En matière d'investissement, les entreprises 6 n'ont pas tout à fait réédité la performance du 1^{er} trimestre. Le montant tel qu'il ressort des informations des Services fiscaux est néanmoins élevé : 78,5 millions d'euros. Il s'agit du deuxième meilleur total trimestriel des cinq dernières années. Il est ainsi supérieur de 12 % à celui du printemps 2005. En données cumulées sur 12 mois, la tendance est dopée par les deux bons résultats consécutifs de ce 1^{er} semestre, avec une hausse de 15,5 %.

En revanche, l'embellie constatée durant l'hiver pour la mise en chantier de nouvelles surfaces destinées aux activités 7 ne s'est pas confirmée, contrairement à ce que laissent supposer les autorisations délivrées. Peut-être ne s'agit-il que de retards dans le démarrage des travaux. Entre avril et juin, un peu moins de 35 300 m² ont été lancés, soit l'un des plus faibles totaux des sept dernières années. La plupart des activités sont concernées par ce recul, mais en particulier l'industrie et le commerce. En cumul sur 12 mois, le total (220 500 m²) est de nouveau inférieur à celui de la période antérieure : - 9 %. Pour la région Centre, la tendance demeure positive (+ 8,1 %), mais le rythme de croissance a nettement fléchi. En Loir-et-Cher, cet épisode ne devrait être que passager. Les surfaces autorisées sont en effet encore beaucoup plus élevées qu'au 1^{er} trimestre. Elles sont même sans commune mesure avec ce qui était enregistré en 2005 (de 4 à 6 fois plus).

(2) Le taux de couverture est le rapport entre les exportations et les importations en valeur.

LA REPRISE DE L'EMPLOI SALARIÉ SE CONFIRMERAIT³

Selon les premiers chiffres reçus, l'emploi salarié **1** se serait de nouveau accru au 2^e trimestre, en données corrigées des variations saisonnières. Le rythme demeurerait soutenu: **+ 0,5 % en trois mois**, correspondant à la **création nette de 430 postes** de travail. On remarque que ces résultats sont quasiment identiques à ceux du trimestre précédent, tant en volume qu'en pourcentage. **Sur un an, la progression s'accélérait**, pour atteindre **+ 1,6 %**. Le Loir-et-Cher compterait ainsi près de **1 300 postes supplémentaires**, avec un total de **81 455 emplois au 30 juin (cvs)**, hors fonction publique d'État et agriculture.

Le dynamisme du Romorantinais ne se démentirait pas. Les données provisoires **2** tendraient à montrer en effet une croissance de 1,1 % entre le 31 mars et le 30 juin, soit 160 postes de plus. Sur un an, la zone d'emploi aurait engrangé 670 postes nets (+ 4,6 %). Depuis le point le plus bas, atteint en septembre 2004, ce sont près de 770 emplois qui auraient été regagnés. **Évolution positive** également, quoique plus modeste, pour le bassin de Blois, avec un gain de 0,8 % sur trois mois (420 postes); ce résultat serait pour beaucoup dans la hausse de 1 % constatée sur un an (environ 500 postes supplémentaires). En revanche, **le Vendômois subirait une contraction** assez prononcée (- 1 %, soit - 150 emplois), qui remettrait en cause une bonne partie de la croissance antérieure; le bilan demeurerait toutefois positif par rapport à juin 2005: + 0,8 % (+ 120 emplois).

En ce qui concerne les grands secteurs d'activité **3**, les tendances précédentes seraient très largement confirmées. **Les effectifs du BTP continueraient à s'étoffer** sur un rythme soutenu (+ 1 % en trois mois, + 3,6 % en un an, représentant 280 postes de travail). **Ce serait également le cas**, mais dans une moindre mesure, **pour les services** (respectivement + 0,5 % et + 2 %) **et le commerce** (respectivement + 0,6 % et + 1,1 %). **Les emplois industriels** seraient quant à eux stables au cours du printemps, mais toujours en repli sur les douze derniers mois (- 0,9 %, soit 210 postes nets supprimés). Il convient néanmoins de rappeler le recours important de l'industrie départementale à l'intérim. **Or, ce dernier afficherait la plus forte progression**: + 2,3 % sur le trimestre et + 9,2 % en un an (420 postes). Ce résultat irait dans le sens de l'évolution des déclarations préalables à l'embauche et des offres déposées à l'ANPE.

L'évolution de la **masse salariale 4** serait supérieure à celle des effectifs: + 1,6 % pour le trimestre, + 4,5 % en un an. Ce n'était pas le cas au 1^{er} trimestre, où les taux de croissance étaient de même intensité.

(3) rappelons que depuis le 1^{er} trimestre 2006, l'Indicateur 41 intègre l'exploitation des séries statistiques nouvellement diffusées par l'URSSAF sur l'emploi salarié et la masse salariale. Celles-ci sont disponibles par zone d'emploi et grand secteur d'activité, en données corrigées des variations saisonnières. Elles ne prennent pas en compte le secteur agricole.

Les séries sont révisées à chaque trimestre depuis leur origine. Dans l'attente de précisions méthodologiques sur le mode de révision, les statistiques sur lesquelles s'appuient les indicateurs figurant ici sont celles obtenues trimestre après trimestre, sans prendre en compte les révisions ultérieures. Il convient donc de rester prudent dans leur interprétation.

1 Évolution de l'emploi salarié EN DONNÉES CVS



Source : URSSAF de Loir-et-Cher

2 Évolution de l'emploi salarié EN DONNÉES CVS PAR ZONE D'EMPLOI (EN %)



Source : URSSAF de Loir-et-Cher

3 Évolution de l'emploi salarié EN DONNÉES CVS PAR GRAND SECTEUR (EN %)



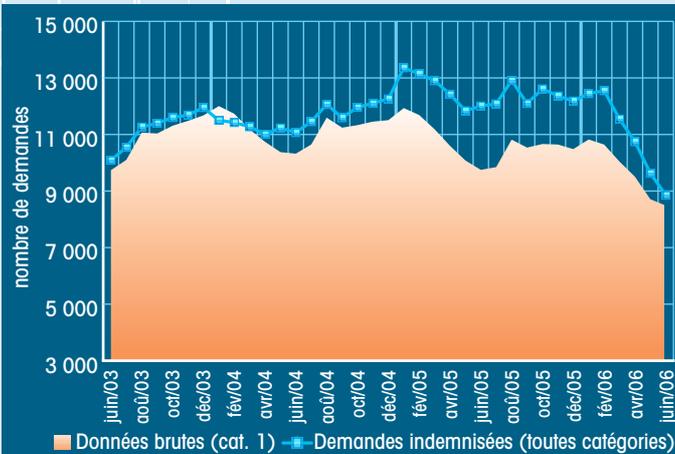
Source : URSSAF de Loir-et-Cher

4 Évolution de la masse salariale EN DONNÉES CVS



Source : URSSAF de Loir-et-Cher

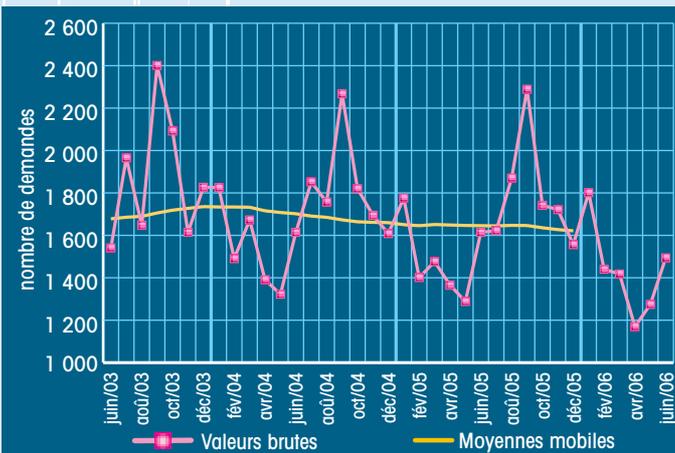
1 DEMANDES d'Emploi EN FIN de Mois (DEFM)



sources DRTEFP - ASSEDIC

Demandes d'Emploi en Fin de Mois de catégorie 1 (demandeurs à la recherche d'un emploi à plein temps et immédiatement disponibles).

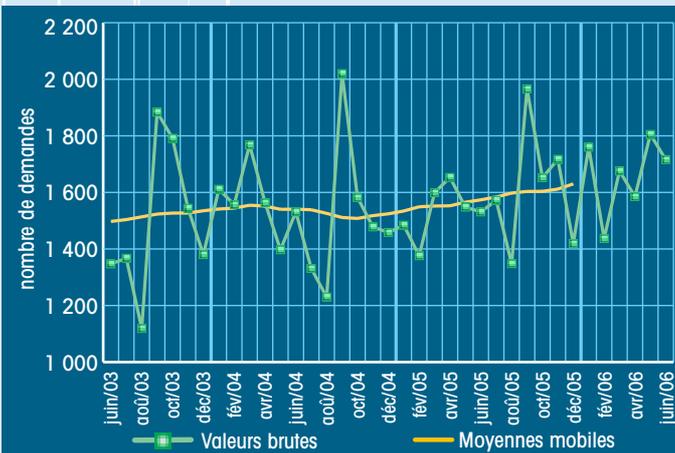
2 DEMANDES d'emploi ENREGISTRÉES (TOUTES CATÉGORIES)



source DRTEFP

Demandes d'emploi enregistrées: représentent le nombre de personnes qui s'inscrivent à l'ANPE chaque mois pour différents motifs (fin de contrat, première entrée, licenciement économique, etc.). Cette statistique mesure également un flux.

3 DEMANDES d'emploi SORTIES (TOUTES CATÉGORIES)



source DRTEFP

Demandes d'emploi sorties: représentent le nombre de personnes (alors inscrites à l'ANPE) qui sortent des listes de cette agence chaque mois pour différents motifs (reprise d'emploi, entrée en stage, arrêt de la recherche, etc.). Il s'agit d'une statistique de flux.

NOUVELLE ACCÉLÉRATION DE LA BAISSÉ DU CHÔMAGE

Après la légère poussée du 1^{er} trimestre, le chômage a repris sa décrue au printemps. En données corrigées des variations saisonnières, on enregistre une baisse assez exceptionnelle de 7,1 % entre avril et juin. Cette performance est sensiblement supérieure à celle du Centre et de la France (- 4,4 %). En données brutes, le nombre des demandeurs d'emploi ① de catégorie 1 du département a très nettement reculé: 8 487 au 30 juin. Le rythme de décroissance s'est de nouveau renforcé pour atteindre - 12,9 % sur un an. Il se situe légèrement au-dessus de ceux constatés dans l'ensemble de la région (- 9,8 %) et de la France (- 10,3 %). Parmi nos voisins, l'Eure-et-Loir fait mieux (- 14,3 %), alors que la baisse est plus modérée dans l'Indre (- 5,3 %). Toutes catégories confondues, le nombre des demandeurs d'emploi du Loir-et-Cher est en recul de 9,7 %. La catégorie 5 (personnes en activité à la recherche d'un autre emploi) est la seule qui soit en augmentation.

La tendance est ressentie dans les trois zones d'emploi du Loir-et-Cher. Le repli est toujours particulièrement impressionnant en Romorantinais (- 18,8 %); il s'accroît en Vendômois (- 13,9 %) et même dans la zone de Blois (- 10,2 %). Les hommes préservent leur avantage substantiel: - 16 %, contre - 9,8 % pour les femmes. L'écart s'est encore accru en Romorantinais (14 points). On note en revanche une situation inverse en Vendômois, où les demandes féminines diminuent plus rapidement (- 16,2 % contre - 11,4 %). Les évolutions selon les tranches d'âge sont aujourd'hui très comparables. Les effectifs des demandeurs inscrits depuis plus d'un an ne cessent de s'amenuiser eux aussi, sur un rythme qui va de surcroît en accélérant: - 16,4 % sur un an. Aucune modification n'est à souligner pour les catégories socioprofessionnelles. Le nombre des demandeurs inscrits dans les catégories d'ouvriers, qualifiés ou non, se réduit beaucoup plus nettement que celui des employés (- 21,1 % contre - 7,8 %). On note également que le chômage diminue davantage pour les personnels qualifiés que pour les non qualifiés.

Entre avril et juin, 3 938 personnes se sont inscrites ② à l'ANPE. Il s'agit du plus faible effectif depuis 5 ans. Il est inférieur de 7,7 % au total du printemps 2005. L'évolution est semblable, quoiqu'un peu moins marquée, dans le Centre et la France. En données cumulées sur 12 mois, le repli est plus timide (- 2,6 %). Inversement à la tendance observée au cours des trimestres précédents, le nombre des inscriptions consécutives à un licenciement économique est reparti à la hausse (+ 8 %). Celles dues à une fin de mission d'intérim sont également plus nombreuses (+ 2,7 %). Les premières entrées dans la vie active sont toujours plus fournies (+ 23,4 %), de même que les retours vers le marché du travail (+ 10,9 %). Le motif le plus important demeure la fin d'un CDD, malgré une érosion persistante (- 10,2 %).

Les flux de sortie de l'ANPE **7** se sont encore gonflés pour atteindre 5 106 ce trimestre. C'est le plus fort contingent enregistré depuis au moins 7 ans. Ils sont **supérieurs de 7,9 % à ceux du printemps 2005** (Centre: + 6,6 %, France: + 5,4 %). En cumul annuel, le rythme de croissance s'élevé à + 7,5 %; pour les reprises d'emploi, il dépasse les + 15 %.

Le **taux de chômage** **4** du Loir-et-Cher a de nouveau **fortement reculé** pour s'établir à **7,6 %** fin juin (- 0,6 point en trois mois). Il est désormais **très proche du plus faible taux régional** détenu par le Loiret (7,4 %). La moyenne du Centre baisse également (7,9 %), ainsi que le taux national (9,0 %). La **zone d'emploi de Romorantin⁴ connaît une nouvelle décrue importante** avec un taux de 8 %, soit 0,8 point de moins en 3 mois; sur un an, la baisse atteint 1,7 point. **Les autres zones ne sont pas en reste**: 7,6 % pour celle de Blois (- 0,5 point durant le trimestre, - 0,9 point sur douze mois) et 7,1 % pour le Vendômois (respectivement - 0,7 et - 0,8 point).

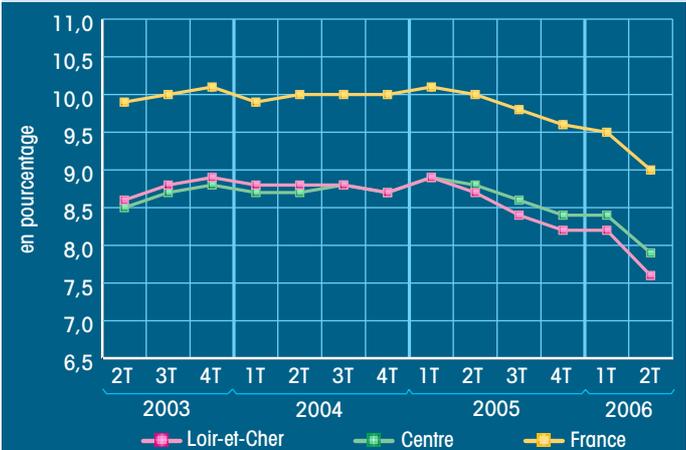
FORTE AUGMENTATION DES BESOINS DE MAIN D'ŒUVRE, MAIS SOUVENT EN CONTRAT PRÉCAIRE

L'ANPE a encore collecté un **fort contingent d'offres d'emploi** **5** : **3 974** entre avril et juin. Ce total **dépasse de 8,8 %** celui du 2^e trimestre 2005, alors que l'augmentation est plus mesurée dans le Centre (+ 2,8 %) et qu'on note une petite baisse pour le pays (- 0,6 %). Le résultat départemental masque toutefois une tendance très différente des mois précédents. En effet, il repose sur une **hausse spectaculaire des offres pour contrat de très courte durée** (+ 105 %) ou pour des postes de 3 à 6 mois (+ 8 %). Ces dernières sont nettement plus nombreuses que les **offres d'emploi durable, qui reculent de 5 %**. En **données cumulées** sur 12 mois, les deux catégories sont aujourd'hui équivalentes (autour de 45,5 %). Le total des offres s'est accru de 16 % par rapport à la période antérieure, contre + 9,5 % dans le Centre et + 6,7 % en France.

Les **intentions d'embauche** sont **beaucoup plus dynamiques** entre avril et juin, après le recul du 1^{er} trimestre: **14 261 déclarations préalables** **6** ont été enregistrées par L'URSSAF de Loir-et-Cher. Cela représente une **hausse** de 41 % en 3 mois et de **5,3 %** par rapport au printemps 2005. Deux secteurs d'activité se situent nettement **en dessous de leur niveau** de l'année dernière: le **commerce de détail et les services aux entreprises** (hors travail temporaire). **Tous les autres sont en revanche très supérieurs**, en particulier le **bâtiment** (+ 33 %) et **l'industrie** (+ 10 %). On note également un rebond particulièrement accentué dans les services à la population. En **cumul annuel**, le total général est un peu plus élevé que le précédent (+ 2,7 %); seul le commerce a des projets de recrutement plus réduit.

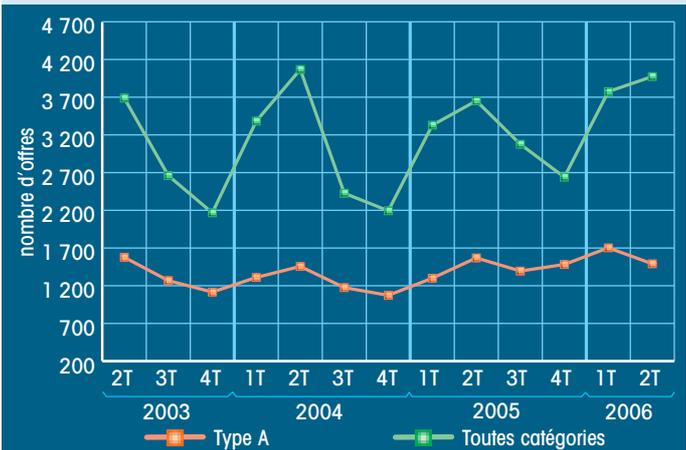
(4) La méthode de calcul des taux de chômage par zone d'emploi a été révisée et améliorée par l'INSEE. Les calculs prennent désormais en compte notamment les fluctuations saisonnières du marché du travail spécifiques à certaines zones. Les taux ont été recalculés sur l'ensemble de la période 1998-2006.

4 TAUX DE CHÔMAGE (NOUVELLE SÉRIE CORRIGÉE)



source DRTEFP

5 OFFRES D'EMPLOI ENREGISTRÉES



source ANPE

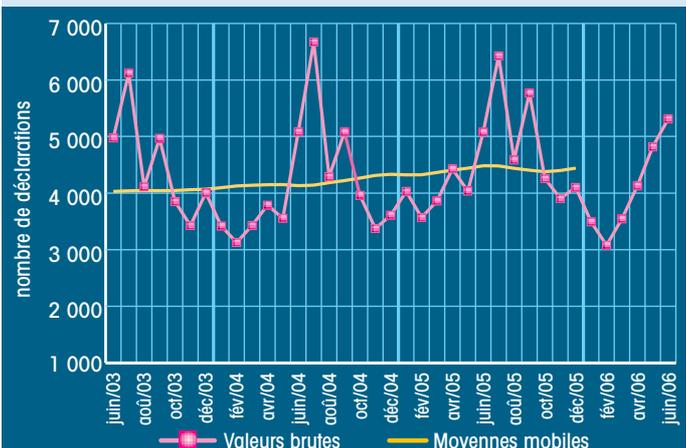
Définition des différentes catégories :

Type A - emplois durables (CDI, CDD de 13 mois et plus et CDD de 7 à 12 mois)

Type B - emplois temporaires (CDD de 1 à 6 mois, travail intérimaire de 1 mois et plus)

Type C - emplois occasionnels (CDD ou travail intérimaire de moins de 1 mois)

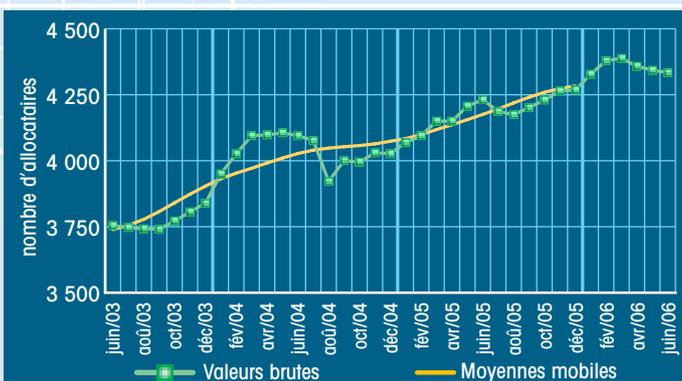
6 DÉCLARATIONS PRÉALABLES À L'EMBAUCHE (HORS TRAVAIL TEMPORAIRE ET AGRICULTURE)



source URSSAF (Services statistiques régionaux)

Il convient d'accorder une valeur relative à ces chiffres: toutes les déclarations préalables effectuées ne se traduisent pas forcément par une embauche.

1 REVENU MINIMUM D'INSERTION EN LOIR-ET-CHER



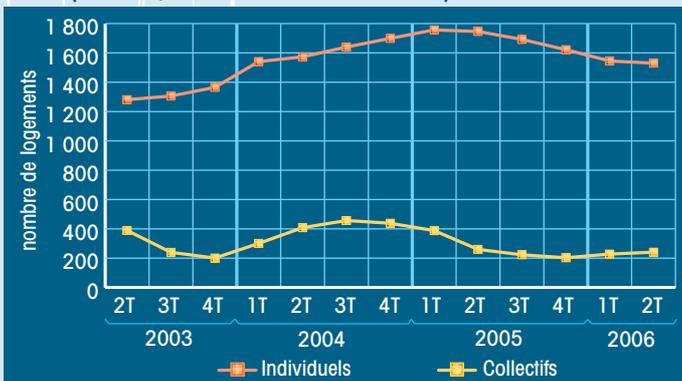
sources CAF et MSA

2 DOSSIERS DE SURENDETTEMENT DÉPOSÉS



source secrétariat de la Commission de surendettement

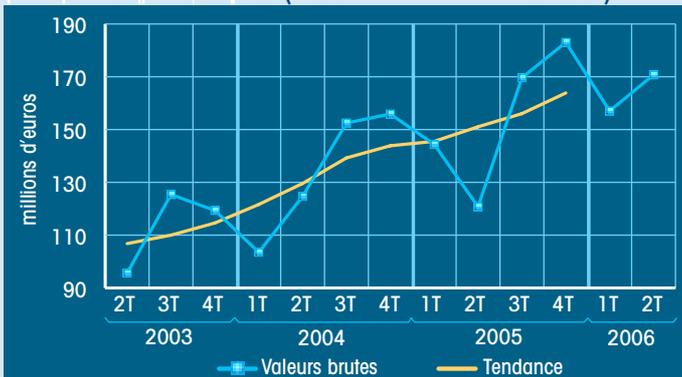
3 LOGEMENTS COMMENCÉS EN LOIR-ET-CHER (CUMUL GLISSANT SUR 4 TRIMESTRES*)



source DRE - Sitadel

(*) Il s'agit du cumul sur les 4 derniers trimestres effectué à un moment donné.

4 ÉVOLUTION DU MARCHÉ IMMOBILIER DANS L'ANCIEN (MONTANT DES TRANSACTIONS)



source Direction des services fiscaux - Base reconstituée d'après le montant des taxes relatives aux droits de mutations à titre onéreux.

TRÈS LÉGÈRE DIMINUTION DU RMI

En hausse ininterrompue depuis juin 2005, le **nombre des bénéficiaires du RMI** ① a enfin marqué un léger recul : **-1,2 % en 3 mois**. Au 30 juin de cette année, **4 334 personnes** sont inscrites dans le dispositif en Loir-et-Cher. Le **rythme de progression annuel** a été en conséquence **divisé par deux, à + 2,4 %**. Il faut souligner de nouveau que l'écart d'évolution entre le chômage et le nombre des éremistes n'avait jamais atteint une telle ampleur.

La commission de surendettement a reçu **219 dossiers** ② au 2^e trimestre, soit **4,3 % de plus** qu'au 1^{er}. Cette évolution est contraire à celle observée dans la région (- 9,8 %) et la France (- 7,4 %). Toutefois, ce résultat est en très net repli sur celui du printemps 2005 (- 11,7 %). En **données cumulées**, le total est en conséquence inférieur de 2,4 % à celui des 12 mois précédents, l'inverse étant constaté dans les territoires de référence.

LÉGER FLÉCHISSEMENT DE LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS NEUFS

Après les records de 2004 et surtout 2005, la **demande de logements** semble s'établir à un niveau inférieur, tout en restant relativement ferme. Le nombre des mises en chantier ③ (**438**) se situe en effet au 2^e trimestre dans la moyenne des 6 dernières années. Les logements collectifs ne prennent pas réellement le relais des habitations individuelles dont le contingent s'est réduit. Le **cumul annuel** est d'ailleurs davantage en retrait pour ces dernières (- 12,4 %). Le total (1771 logements) est inférieur de 11,7 % au précédent. On observe également pour l'ensemble de la région que la bonne tenue du marché (+ 7,5 %) est due pour l'essentiel au collectif. Le **volume des autorisations délivrées** en Loir-et-Cher demeure **assez élevé pour les logements individuels**, alors qu'il se contracte à nouveau pour l'habitat collectif. La tendance à une **activité moins intense** semble donc se confirmer **pour les prochains mois**.

Dans le **marché de l'immobilier ancien** ④, la pause hivernale n'aura été que de courte durée. Le **montant des transactions** est en effet remonté à **171 M€**, soit un **gain de 8,7 % en trois mois**. Par rapport au 2^e trimestre 2005, l'augmentation est particulièrement forte : + 41,4 %. Le **total cumulé** sur douze mois est en conséquence **supérieur de 18,7 %** à celui de la période antérieure.

Réalisé avec le concours financier du Conseil général.

Directeur de la publication : Alain Quillout - Tirage : 600 exemplaires - Conception/réalisation : Observatoire - Impression Alleaume - Dépôt légal à parution - ISSN N° 1278-6950

